

Haubourdin avec la troupe du Soleil noir. A 65 ans, l'ancien prof d'allemand, amoureux de la Chine, interprétait l'empereur Hwang Ti. Un

celle d'Henri Cordonnier : traverser les pays en courant, même à 65 ans, se nourrir des rencontres, des paysages traversés, s'en inspirer

continuer à monter sur les planches. Alors, envie de la tester, cette recette de bonheur ? ■ M.-C. N.

cueillement un centre de vaccination contre la grippe A. Si vous avez reçu un papier à votre domicile, pensez à y passer ! ■

CONNEXION INTERNET

À Santes, le très haut débit, ce n'est pas pour tout de suite...



Vincent Noé, qui a fait circuler une pétition pendant six mois, a rencontré un responsable de France Télécom, vendredi après-midi.

En matière de très haut débit, Vincent Noé compare volontiers Santes au village des irréductibles Gaulois. Avec sa barbe, son menton un peu rentré et son air bonhomme Vincent Noé a quelque chose de l'irréductible gaulois. Le 1^{er} avril dernier, il est parti en croisade pour obtenir le très haut débit dans sa commune. Il a récolté un peu plus de 800 signatures qu'il a envoyées à toutes les collectivités et aux fournisseurs d'accès. Après une lettre du député Sébastien Huyghe, c'est France Télécom qui est venu taper à sa porte, vendredi.

PAR CÉLINE BARDY
lembertari@lavoiexdunord.fr

1. Rappel des faits

Le 1^{er} avril, Vincent Noé, un Santois de 48 ans, excédé par la lenteur de son débit Internet, lance une pétition sur Internet : « Haut débit pour Santes ». Équipé d'une

« box » dernier cri qui lui donne accès à Internet, au téléphone en illimité et à la télévision en haute définition, il ne peut pas profiter à plein de ces services, faute d'un débit suffisant.

Vincent Noé a mis fin à la pétition le 30 septembre dernier après avoir recueilli 850 signatures (la commune de Santes compte 2 250 foyers).

2. D'où vient le problème ?

Depuis cent ans que le réseau téléphonique existe, la commune de Santes est raccordée au central d'Haubourdin. À cinq kilomètres de là. Si la distance n'est pas un problème pour les communications téléphoniques, pour Internet, elle pose souci. Plus la distance entre le central et le nœud de raccordement de la commune est longue, plus le débit s'affaiblit.

Il faudrait, pour remédier au problème, installer des nœuds de raccordement supplémentaires. Le coût : 600 000 €. Pour la mairie, c'est à France Télécom, propriétaire du réseau d'investir.

3. La réponse de Sébastien Huyghe

Le député de la circonscription était l'un des destinataires de la pétition, avec le conseil général, le conseil régional, Lille métropole communauté urbaine (LMCU), la préfecture et les fournisseurs d'accès Internet.

« On nous a fait comprendre qu'il ne fallait pas attendre quelque chose avant le printemps 2010. »

Mais Sébastien Huyghe a été le premier à réagir.

« Il m'a envoyé la copie de la lettre qu'il a adressée à la secrétaire d'État Nathalie Kosciusko-Morizet (chargée de la prospection et du développement de l'économie numérique, NDLR) et au directeur régional de France Télécom », rapporte Vincent Noé en tendant deux courriers datés du 13 octobre dernier.

4. La visite de France Télécom

Dernier épisode dans le feuilleton du très haut débit à Santes : la visite chez Vincent Noé, de Pascal Demouilleux, responsable des relations avec les collectivités locales chez France Télécom. Rencontré samedi, l'initiateur de la pétition a livré son sentiment : « Je pense qu'on va rester comme ça une paire d'années ! » Le responsable France Télécom aurait expliqué au Santois que la balle était désormais dans le camp de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP). Autorité qui étudie la possibilité d'une montée en débit et, une fois toutes les solutions techniques étudiées, détermine les compétences de chacun des acteurs (communes, fournisseurs d'accès...). Vendredi, Vincent Noé a appris qu'une consultation publique de l'ARCEP sur le sujet aurait lieu le 23 novembre. Un pas de plus, mais pas encore le bout du tunnel : « On nous a fait comprendre qu'il ne fallait pas attendre quelque chose avant le printemps 2010. » Les élections régionales, prévues en mars prochain pourraient-elles changer la donne ? ■